

Le généralissime serbe arrêté et remis en liberté

UNE MANŒUVRE POLICIÈRE

Comme nous l'avons annoncé hier, le généralissime serbe, chef d'état-major général et généralissime de l'armée serbe, a été arrêté, à la station de Kelenfeld, près de Budapest, alors qu'il regagnait la Serbie, venant de Gleichenberg.

Le généralissime fut conduit à l'état-major de la place. Il a été reçu à la sortie de la gare par le général Soritsch, qui lui a déclaré qu'il était arrêté.

Quatre personnes, probablement des officiers serbes en civil, qui voyageaient avec le généralissime, ont été également arrêtées. Le fils du général, qui accompagnait son père, a été provisoirement logé à l'hôtel.

Cette arrestation est assez surprenante, étant de la guerre n'étant pas déclaré entre l'Autriche et la Serbie.

Dans certains milieux diplomatiques on commente vivement l'arrestation, près de Budapest, du chef d'état-major serbe, le généralissime Putnik. On craint que la brutalité de cette arrestation, qui semble illégitime, n'indispose définitivement le gouvernement russe.

Sur l'ordre de l'empereur d'Autriche, le généralissime Putnik, dont l'arrestation avait été préparée par une manœuvre de la police, a été remis en liberté.

L'Autriche hésite

D'après les renseignements recueillis au Palais de l'Autriche-Hongrie on paraît se vouloir reprendre la thèse du Japon en 1905, à savoir que la rupture des relations diplomatiques équivalait à une déclaration de guerre. Il y a donc lieu de penser, d'après ces renseignements, qu'il paraît assez sûr que les mesures militaires seront prises d'urgence, en attendant la nouvelle notification. On aurait donc des conditions environ quarante-huit heures devant soi pour une action diplomatique éventuelle.

Elle fait une mobilisation partielle

Vienna, 26 juillet. — On publie ce matin la note suivante : « Sa Majesté l'empereur a décrété la mobilisation partielle et l'appel partiel du landsturm ».

Un avis officiel notifie la suspension du service téléphonique pour l'usage des particuliers et une réglementation rigoureuse des communications télégraphiques et postales.

Les garnisons austro-hongroises des frontières ont cessé l'expédition des marchandises ; les nouvelles ferrées, sont réservées aux transports militaires.

Depuis trois jours on remarque de grands mouvements de troupes dans les villes austro-hongroises des frontières de l'est.

Des trains militaires et des bateaux armés partent nuit et jour du nord, bondés de soldats.

A Semlin, au face de Belgrade, toutes les écoles et la plupart des maisons particulières ont été réquisitionnées par les autorités militaires pour loger les troupes.

D'après certains journaux, le baron Engel de Mainfeld, ministre autrichien des finances, se serait mis, par l'intermédiaire de la caisse d'épargne postale, en relation avec des banques de Vienne, afin d'assurer la couverture des dépenses militaires.

Le ministre hongrois des finances doit également prendre des mesures à cet égard. La somme qui apparaît tout d'abord nécessaire s'élevait à 35 millions de couronnes.

Le corps occupa la Slavonie. Les troupes campent dans tous les villages entre Semlin, Campino et Provice.

A Semlin, qui est situé de l'autre côté du Danube, en face de Belgrade, les maisons privées reçoivent des soldats. Douze casernes ont été aménagées.

L'état de siège en Russie

Pétrobourg, 26 juillet. — L'état de protection renforcée, qui est presque l'état de siège, est proclamé jusqu'au 31 septembre dans les gouvernements de Pétersbourg et de Moscou, par décret impérial.

Cette mesure est destinée à prévenir les émeutes et aussi à faciliter les mouvements de troupes.

Le ministre de Roumanie a été appelé hier à Bucarest.

M. Pachtich, chef d'état-major général et généralissime de l'armée serbe, a été arrêté, à la station de Kelenfeld, près de Budapest, alors qu'il regagnait la Serbie, venant de Gleichenberg.

La guerre n'est pas déclarée

Vienna, 26 juillet. — On déclare officiellement que les négociations diplomatiques avec la Serbie sont rompues, mais que la guerre n'est pas déclarée.

Quelques jours ont encore pendant et attendant des décisions de Vienne, on est enclin à juger les choses avec quelque espoir.

On ne veut pas croire pour l'instant, au plus tôt, qu'il y aura rupture des relations diplomatiques austro-serbes, sans que celle-ci entraîne forcément les hostilités.

Entre temps, les chancelleries pourront agir. L'Autriche, par des mesures précipitées ne rend pas les chances de paix fort précieuses.

M. Poincaré a connu tardivement l'ultimatum autrichien

Un de nos confrères d'accompagnement M. Poincaré dans son voyage en Suède écrit : Quoique extrêmement brillante et cordiale, la visite du Président à Stockholm devait forcément emprunter à la gravité des événements nouveaux un caractère qui se reflète sur son visage.

Quand le président et M. Viviani quittèrent le tsar et M. Sazonov, ils étaient très éloignés de prévoir les redoutables éventualités qui se préparaient.

L'opinion en Russie était que, malgré l'annonce des rapports austro-serbes, tout finirait sans aucun doute par s'arranger à l'amiable et tel était le sentiment qui prévalait dans les milieux officiels eux-mêmes, tout en définitive, était à l'optimisme.

On a donné l'impression que l'envoi de l'ultimatum a été le dernier retard au sein de l'instinct où l'escadre française avait quitté les eaux russes. Une première nouvelle de ce qui se passait parvint par télégraphie sans fil à bord de la « France », mais cette nouvelle demeura sans précision, parce qu'un formidable orage qui se déclina rendit les communications impossibles.

Bien que cela doive paraître extraordinaire, c'est seulement ce matin que le Président et le chef de notre gouvernement ont connu avec exactitude, quelles menaces s'annonçaient sur l'Europe entière.

A 6 heures du soir, aujourd'hui, le président et M. Viviani n'avaient reçu aucune espèce de communication de Pétersbourg. Le ministre de Russie s'attendait à ce qu'on lui remit l'ultimatum à 10 heures au soir.

Il est des milieux où l'on croit à une solution pacifique de la crise très grave que nous traversons, étant donné que la rupture des relations diplomatiques n'implique pas forcément des opérations militaires immédiates et qu'il y a encore assez de temps pour une intervention.

On croit à une solution pacifique

Un dépêche du Kaiser au tsar

On mande de Pétersbourg : La nouvelle se répand dans les milieux bien informés que l'empereur Guillaume a envoyé à Pétersbourg une dépêche consistant de ne pas intervenir dans le conflit austro-serbe. Cette démarche est considérée comme une véritable ingérence à laquelle la Russie répond en prenant ses dispositions pour un conflit éventuel.

Il est des milieux où l'on croit à une solution pacifique de la crise très grave que nous traversons, étant donné que la rupture des relations diplomatiques n'implique pas forcément des opérations militaires immédiates et qu'il y a encore assez de temps pour une intervention.

Les socialistes allemands contre la guerre

Berlin, 26 juillet. — L'insatiation du Bureau du Parti socialiste d'Allemagne, de nombreuses réunions populaires auront lieu mardi soir à Berlin.

L'ordre du jour de ces réunions est : « A bas la guerre ! »

Le « Vorwaerter », organe du Parti socialiste allemand publie un article dont nous détachons les passages suivants :

« Quoi ? Vous parlez de la ? — Il le faut, Coréatin m'étend, nous n'avons pas une minute à perdre, nous avons affaire à un adversaire qui déploie contre nous une activité incroyable. C'est, maintenant, une lutte de vitesse entre lui et nous. Partons, partons, le vainqueur sera celui qui nous aura des comptes à régler. Il en est un autre, à l'indienne telle de qui j'ai hâte de vous soustraire, mon amie, car, sans que vous portiez son nom, tant que lui-même n'aura pas disparu de ce monde, il est l'obstacle formidable que le tsar oppose à notre mouvement. »

« Les socialistes allemands contre la guerre »

Le gouvernement austro-hongrois ne donne aucune réponse, mais pour les autorités austro-hongroises de la guerre, il ne s'agit pas de question de droit, mais de question de force.

A Berlin, on a vu au sujet de l'ultimatum qu'il y avait eu, en présence des représentants des classes ouvrières, le gouvernement allemand doit, et il n'est pas en mesure de le faire, et il nous faut prendre des décisions infiniment graves pour le pays.

Si le gouvernement serbe voulait s'incliner, il lui faudrait faire un changement de Constitution, ce qui équivaudrait à un véritable coup d'état. Nous ne le pouvons pas. Nous sommes prêts, c'est est normal, à livrer aux juges les complices, s'il y en a de ce crime qui fut commis à Sarajevo. Nous sommes prêts à les juger suivant la loi serbe, mais nous ne pouvons pas accepter l'ingérence sur notre territoire de la police ou de la justice étrangère.

La note exige encore une autre chose impossible. Si nous sommes disposés à empêcher, tout ce qui en Serbie, pourrait troubler la tranquillité de l'Autriche, nous ne pouvons accepter de combattre nous-mêmes les idées serbes dans la nation.

Sur tous ces points, qui touchent à notre indépendance, nous étudions une réponse compatible avec la dignité de la Serbie. C'est dans le moment où nous sommes dans la plus grande difficulté de notre réponse, car nous n'avons qu'un désir, celui que nos relations avec l'Autriche ne soient pas troublées.

Quoi qu'il arrive, devant l'attitude conciliante que nous sommes résolus à garder, malgré les exigences inacceptables, qui nous sont posées, nous espérons que nous aurons pour nous l'unanimité de l'opinion européenne.

Evacuation de Belgrade

Belgrade, 26 juillet. — On attend fébrilement les décisions du conseil tenu à Ischl par l'empereur, le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères, le général von Krubstin, ministre de la guerre, et M. de Bilinski, ministre commun des finances.

On suppose que les premiers actes seront un manifeste de l'empereur et ses peuples lequel contiendrait l'ordre de mobilisation, puis une déclaration de guerre adressée à Belgrade.

Le soir, le gouvernement et la garnison serbes ont quitté Belgrade, qui ne sera pas défendue.

On croit à une solution pacifique

Un dépêche du Kaiser au tsar

On mande de Pétersbourg : La nouvelle se répand dans les milieux bien informés que l'empereur Guillaume a envoyé à Pétersbourg une dépêche consistant de ne pas intervenir dans le conflit austro-serbe. Cette démarche est considérée comme une véritable ingérence à laquelle la Russie répond en prenant ses dispositions pour un conflit éventuel.

Il est des milieux où l'on croit à une solution pacifique de la crise très grave que nous traversons, étant donné que la rupture des relations diplomatiques n'implique pas forcément des opérations militaires immédiates et qu'il y a encore assez de temps pour une intervention.

Les socialistes allemands contre la guerre

Berlin, 26 juillet. — L'insatiation du Bureau du Parti socialiste d'Allemagne, de nombreuses réunions populaires auront lieu mardi soir à Berlin.

L'ordre du jour de ces réunions est : « A bas la guerre ! »

Le « Vorwaerter », organe du Parti socialiste allemand publie un article dont nous détachons les passages suivants :

« Quoi ? Vous parlez de la ? — Il le faut, Coréatin m'étend, nous n'avons pas une minute à perdre, nous avons affaire à un adversaire qui déploie contre nous une activité incroyable. C'est, maintenant, une lutte de vitesse entre lui et nous. Partons, partons, le vainqueur sera celui qui nous aura des comptes à régler. Il en est un autre, à l'indienne telle de qui j'ai hâte de vous soustraire, mon amie, car, sans que vous portiez son nom, tant que lui-même n'aura pas disparu de ce monde, il est l'obstacle formidable que le tsar oppose à notre mouvement. »

« Les socialistes allemands contre la guerre »

Le gouvernement austro-hongrois ne donne aucune réponse, mais pour les autorités austro-hongroises de la guerre, il ne s'agit pas de question de droit, mais de question de force.

A Berlin, on a vu au sujet de l'ultimatum qu'il y avait eu, en présence des représentants des classes ouvrières, le gouvernement allemand doit, et il n'est pas en mesure de le faire, et il nous faut prendre des décisions infiniment graves pour le pays.

Si le gouvernement serbe voulait s'incliner, il lui faudrait faire un changement de Constitution, ce qui équivaudrait à un véritable coup d'état. Nous ne le pouvons pas. Nous sommes prêts, c'est est normal, à livrer aux juges les complices, s'il y en a de ce crime qui fut commis à Sarajevo. Nous sommes prêts à les juger suivant la loi serbe, mais nous ne pouvons pas accepter l'ingérence sur notre territoire de la police ou de la justice étrangère.

La note exige encore une autre chose impossible. Si nous sommes disposés à empêcher, tout ce qui en Serbie, pourrait troubler la tranquillité de l'Autriche, nous ne pouvons accepter de combattre nous-mêmes les idées serbes dans la nation.

Sur tous ces points, qui touchent à notre indépendance, nous étudions une réponse compatible avec la dignité de la Serbie. C'est dans le moment où nous sommes dans la plus grande difficulté de notre réponse, car nous n'avons qu'un désir, celui que nos relations avec l'Autriche ne soient pas troublées.

Quoi qu'il arrive, devant l'attitude conciliante que nous sommes résolus à garder, malgré les exigences inacceptables, qui nous sont posées, nous espérons que nous aurons pour nous l'unanimité de l'opinion européenne.

Evacuation de Belgrade

Belgrade, 26 juillet. — On attend fébrilement les décisions du conseil tenu à Ischl par l'empereur, le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères, le général von Krubstin, ministre de la guerre, et M. de Bilinski, ministre commun des finances.

On suppose que les premiers actes seront un manifeste de l'empereur et ses peuples lequel contiendrait l'ordre de mobilisation, puis une déclaration de guerre adressée à Belgrade.

Le soir, le gouvernement et la garnison serbes ont quitté Belgrade, qui ne sera pas défendue.

On croit à une solution pacifique

Un dépêche du Kaiser au tsar

On mande de Pétersbourg : La nouvelle se répand dans les milieux bien informés que l'empereur Guillaume a envoyé à Pétersbourg une dépêche consistant de ne pas intervenir dans le conflit austro-serbe. Cette démarche est considérée comme une véritable ingérence à laquelle la Russie répond en prenant ses dispositions pour un conflit éventuel.

Il est des milieux où l'on croit à une solution pacifique de la crise très grave que nous traversons, étant donné que la rupture des relations diplomatiques n'implique pas forcément des opérations militaires immédiates et qu'il y a encore assez de temps pour une intervention.

Les socialistes allemands contre la guerre

Berlin, 26 juillet. — L'insatiation du Bureau du Parti socialiste d'Allemagne, de nombreuses réunions populaires auront lieu mardi soir à Berlin.

L'ordre du jour de ces réunions est : « A bas la guerre ! »

Le « Vorwaerter », organe du Parti socialiste allemand publie un article dont nous détachons les passages suivants :

« Quoi ? Vous parlez de la ? — Il le faut, Coréatin m'étend, nous n'avons pas une minute à perdre, nous avons affaire à un adversaire qui déploie contre nous une activité incroyable. C'est, maintenant, une lutte de vitesse entre lui et nous. Partons, partons, le vainqueur sera celui qui nous aura des comptes à régler. Il en est un autre, à l'indienne telle de qui j'ai hâte de vous soustraire, mon amie, car, sans que vous portiez son nom, tant que lui-même n'aura pas disparu de ce monde, il est l'obstacle formidable que le tsar oppose à notre mouvement. »

« Les socialistes allemands contre la guerre »

Le gouvernement austro-hongrois ne donne aucune réponse, mais pour les autorités austro-hongroises de la guerre, il ne s'agit pas de question de droit, mais de question de force.

A Berlin, on a vu au sujet de l'ultimatum qu'il y avait eu, en présence des représentants des classes ouvrières, le gouvernement allemand doit, et il n'est pas en mesure de le faire, et il nous faut prendre des décisions infiniment graves pour le pays.

Si le gouvernement serbe voulait s'incliner, il lui faudrait faire un changement de Constitution, ce qui équivaudrait à un véritable coup d'état. Nous ne le pouvons pas. Nous sommes prêts, c'est est normal, à livrer aux juges les complices, s'il y en a de ce crime qui fut commis à Sarajevo. Nous sommes prêts à les juger suivant la loi serbe, mais nous ne pouvons pas accepter l'ingérence sur notre territoire de la police ou de la justice étrangère.

La note exige encore une autre chose impossible. Si nous sommes disposés à empêcher, tout ce qui en Serbie, pourrait troubler la tranquillité de l'Autriche, nous ne pouvons accepter de combattre nous-mêmes les idées serbes dans la nation.

Sur tous ces points, qui touchent à notre indépendance, nous étudions une réponse compatible avec la dignité de la Serbie. C'est dans le moment où nous sommes dans la plus grande difficulté de notre réponse, car nous n'avons qu'un désir, celui que nos relations avec l'Autriche ne soient pas troublées.

Quoi qu'il arrive, devant l'attitude conciliante que nous sommes résolus à garder, malgré les exigences inacceptables, qui nous sont posées, nous espérons que nous aurons pour nous l'unanimité de l'opinion européenne.

Evacuation de Belgrade

Belgrade, 26 juillet. — On attend fébrilement les décisions du conseil tenu à Ischl par l'empereur, le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères, le général von Krubstin, ministre de la guerre, et M. de Bilinski, ministre commun des finances.

On suppose que les premiers actes seront un manifeste de l'empereur et ses peuples lequel contiendrait l'ordre de mobilisation, puis une déclaration de guerre adressée à Belgrade.

Le soir, le gouvernement et la garnison serbes ont quitté Belgrade, qui ne sera pas défendue.

On croit à une solution pacifique

Un dépêche du Kaiser au tsar

On mande de Pétersbourg : La nouvelle se répand dans les milieux bien informés que l'empereur Guillaume a envoyé à Pétersbourg une dépêche consistant de ne pas intervenir dans le conflit austro-serbe. Cette démarche est considérée comme une véritable ingérence à laquelle la Russie répond en prenant ses dispositions pour un conflit éventuel.

Il est des milieux où l'on croit à une solution pacifique de la crise très grave que nous traversons, étant donné que la rupture des relations diplomatiques n'implique pas forcément des opérations militaires immédiates et qu'il y a encore assez de temps pour une intervention.

Les socialistes allemands contre la guerre

Berlin, 26 juillet. — L'insatiation du Bureau du Parti socialiste d'Allemagne, de nombreuses réunions populaires auront lieu mardi soir à Berlin.

L'ordre du jour de ces réunions est : « A bas la guerre ! »

Le « Vorwaerter », organe du Parti socialiste allemand publie un article dont nous détachons les passages suivants :

« Quoi ? Vous parlez de la ? — Il le faut, Coréatin m'étend, nous n'avons pas une minute à perdre, nous avons affaire à un adversaire qui déploie contre nous une activité incroyable. C'est, maintenant, une lutte de vitesse entre lui et nous. Partons, partons, le vainqueur sera celui qui nous aura des comptes à régler. Il en est un autre, à l'indienne telle de qui j'ai hâte de vous soustraire, mon amie, car, sans que vous portiez son nom, tant que lui-même n'aura pas disparu de ce monde, il est l'obstacle formidable que le tsar oppose à notre mouvement. »

« Les socialistes allemands contre la guerre »

Le gouvernement austro-hongrois ne donne aucune réponse, mais pour les autorités austro-hongroises de la guerre, il ne s'agit pas de question de droit, mais de question de force.

A Berlin, on a vu au sujet de l'ultimatum qu'il y avait eu, en présence des représentants des classes ouvrières, le gouvernement allemand doit, et il n'est pas en mesure de le faire, et il nous faut prendre des décisions infiniment graves pour le pays.

Si le gouvernement serbe voulait s'incliner, il lui faudrait faire un changement de Constitution, ce qui équivaudrait à un véritable coup d'état. Nous ne le pouvons pas. Nous sommes prêts, c'est est normal, à livrer aux juges les complices, s'il y en a de ce crime qui fut commis à Sarajevo. Nous sommes prêts à les juger suivant la loi serbe, mais nous ne pouvons pas accepter l'ingérence sur notre territoire de la police ou de la justice étrangère.

La note exige encore une autre chose impossible. Si nous sommes disposés à empêcher, tout ce qui en Serbie, pourrait troubler la tranquillité de l'Autriche, nous ne pouvons accepter de combattre nous-mêmes les idées serbes dans la nation.

Sur tous ces points, qui touchent à notre indépendance, nous étudions une réponse compatible avec la dignité de la Serbie. C'est dans le moment où nous sommes dans la plus grande difficulté de notre réponse, car nous n'avons qu'un désir, celui que nos relations avec l'Autriche ne soient pas troublées.

Quoi qu'il arrive, devant l'attitude conciliante que nous sommes résolus à garder, malgré les exigences inacceptables, qui nous sont posées, nous espérons que nous aurons pour nous l'unanimité de l'opinion européenne.

Evacuation de Belgrade

Belgrade, 26 juillet. — On attend fébrilement les décisions du conseil tenu à Ischl par l'empereur, le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères, le général von Krubstin, ministre de la guerre, et M. de Bilinski, ministre commun des finances.

On suppose que les premiers actes seront un manifeste de l'empereur et ses peuples lequel contiendrait l'ordre de mobilisation, puis une déclaration de guerre adressée à Belgrade.

Le soir, le gouvernement et la garnison serbes ont quitté Belgrade, qui ne sera pas défendue.

On croit à une solution pacifique

Un dépêche du Kaiser au tsar

On mande de Pétersbourg : La nouvelle se répand dans les milieux bien informés que l'empereur Guillaume a envoyé à Pétersbourg une dépêche consistant de ne pas intervenir dans le conflit austro-serbe. Cette démarche est considérée comme une véritable ingérence à laquelle la Russie répond en prenant ses dispositions pour un conflit éventuel.

Il est des milieux où l'on croit à une solution pacifique de la crise très grave que nous traversons, étant donné que la rupture des relations diplomatiques n'implique pas forcément des opérations militaires immédiates et qu'il y a encore assez de temps pour une intervention.

Les socialistes allemands contre la guerre

Berlin, 26 juillet. — L'insatiation du Bureau du Parti socialiste d'Allemagne, de nombreuses réunions populaires auront lieu mardi soir à Berlin.

L'ordre du jour de ces réunions est : « A bas la guerre ! »

Le « Vorwaerter », organe du Parti socialiste allemand publie un article dont nous détachons les passages suivants :

« Quoi ? Vous parlez de la ? — Il le faut, Coréatin m'étend, nous n'avons pas une minute à perdre, nous avons affaire à un adversaire qui déploie contre nous une activité incroyable. C'est, maintenant, une lutte de vitesse entre lui et nous. Partons, partons, le vainqueur sera celui qui nous aura des comptes à régler. Il en est un autre, à l'indienne telle de qui j'ai hâte de vous soustraire, mon amie, car, sans que vous portiez son nom, tant que lui-même n'aura pas disparu de ce monde, il est l'obstacle formidable que le tsar oppose à notre mouvement. »

« Les socialistes allemands contre la guerre »

LEON DE JULIET

par Maxime AUDOUIN

« Vous remarquez ce qu'elle peut présenter de insolite, en considération de la nature des nouvelles dont je suis porteur... Revenez-vous bien vite, mon ami, ces nouvelles sont bonnes, et si bonnes, que je n'ai pas voulu tarder d'en faire part à vous... »

« Contenez la devinasse !... Pierre, quelle tête ! Pourquoi tant de précautions ? »

« Vous parlez de Jean ?... Jean !... »

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à lui que vous travaillez... »

LEON DE JULIET

par Maxime AUDOUIN

« Vous remarquez ce qu'elle peut présenter de insolite, en considération de la nature des nouvelles dont je suis porteur... Revenez-vous bien vite, mon ami, ces nouvelles sont bonnes, et si bonnes, que je n'ai pas voulu tarder d'en faire part à vous... »

« Contenez la devinasse !... Pierre, quelle tête ! Pourquoi tant de précautions ? »

« Vous parlez de Jean ?... Jean !... »

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à lui que vous travaillez... »

LEON DE JULIET

par Maxime AUDOUIN

« Vous remarquez ce qu'elle peut présenter de insolite, en considération de la nature des nouvelles dont je suis porteur... Revenez-vous bien vite, mon ami, ces nouvelles sont bonnes, et si bonnes, que je n'ai pas voulu tarder d'en faire part à vous... »

« Contenez la devinasse !... Pierre, quelle tête ! Pourquoi tant de précautions ? »

« Vous parlez de Jean ?... Jean !... »

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à lui que vous travaillez... »

LEON DE JULIET

par Maxime AUDOUIN

« Vous remarquez ce qu'elle peut présenter de insolite, en considération de la nature des nouvelles dont je suis porteur... Revenez-vous bien vite, mon ami, ces nouvelles sont bonnes, et si bonnes, que je n'ai pas voulu tarder d'en faire part à vous... »

« Contenez la devinasse !... Pierre, quelle tête ! Pourquoi tant de précautions ? »

« Vous parlez de Jean ?... Jean !... »

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à lui que vous travaillez... »

LEON DE JULIET

par Maxime AUDOUIN

« Vous remarquez ce qu'elle peut présenter de insolite, en considération de la nature des nouvelles dont je suis porteur... Revenez-vous bien vite, mon ami, ces nouvelles sont bonnes, et si bonnes, que je n'ai pas voulu tarder d'en faire part à vous... »

« Contenez la devinasse !... Pierre, quelle tête ! Pourquoi tant de précautions ? »

« Vous parlez de Jean ?... Jean !... »

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à lui que vous travaillez... »

LEON DE JULIET

par Maxime AUDOUIN

« Vous remarquez ce qu'elle peut présenter de insolite, en considération de la nature des nouvelles dont je suis porteur... Revenez-vous bien vite, mon ami, ces nouvelles sont bonnes, et si bonnes, que je n'ai pas voulu tarder d'en faire part à vous... »

« Contenez la devinasse !... Pierre, quelle tête ! Pourquoi tant de précautions ? »

« Vous parlez de Jean ?... Jean !... »

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à lui que vous travaillez... »